

Meloni restreint l'accès au revenu citoyen

lefigaro.fr/conjoncture/meloni-restreint-l-acces-au-revenu-citoyen-20230502

2 mai 2023

Par Valerie Segond



Giorgia Meloni (*ici, le 9 février, à Bruxelles*) a lancé le 1^{er} mai un «paquet travail» visant à faciliter l'embauche. YVES HERMAN/REUTERS

La dirigeante de l'Italie avait promis la suppression de cette prestation accusée de décourager le travail.

À Rome

Giorgia Meloni avait fait de l'incitation au travail un thème phare de sa campagne électorale. C'est dans cet esprit qu'elle a lancé le 1^{er} mai un «paquet travail» visant à faciliter l'embauche au moment où l'Italie, qui compte aujourd'hui le plus haut niveau de personnes au travail de toute son histoire, soit 23,3 millions selon l'Istat, connaît d'innombrables offres d'emplois non pourvues.

À première vue, ce «paquet travail» propose toute la panoplie libérale d'incitations à l'embauche: de l'attractivité de la rémunération pour les bas salaires à la flexibilité des contrats courts, en passant par l'aide financière à l'embauche des personnes éloignées de l'emploi, jusqu'à la réduction des amortisseurs sociaux. Si nombre de ces mesures sont transitoires, trois d'entre elles méritent particulièrement l'attention.

D'abord, le gouvernement n'ayant pas voulu inciter à la hausse des salaires bruts, c'est par une réduction des charges sociales sur les salaires inférieurs à 35.000 euros par an (2700 euros bruts par mois) qu'il soutient le pouvoir d'achat des ménages. Au total, avec les réductions déjà consenties lors du vote du budget 2023, ces deux coupes du « coin fiscal » des bas salaires augmenteront le salaire net perçu d'environ 100 euros par mois. Néanmoins, la mesure, au coût de 4,5 milliards sur 2023, est transitoire, du 1^{er} juillet au 31 décembre de cette année. Ensuite, le gouvernement facilite le recours aux CDD, en assouplissant leur renouvellement.

À lire aussi [À Berlin, Giorgia Meloni effectue son examen de rattrapage](#)

Inapte ou employable

Enfin et surtout, la mesure la plus politiquement marquée de ce « paquet travail » est la suppression du revenu citoyen perçu en 2022 par 1,5 million de ménages, regroupant 3,3 millions de personnes. Mais alors que la candidate Giorgia avait promis de supprimer cette aide qui « désincite » à chercher un emploi, la présidente du Conseil Meloni ne procède en vérité qu'à un redimensionnement à la marge. Les appels au maintien du revenu citoyen, reconnu comme étant une aide efficace à la lutte contre la pauvreté, sont venus de toute la société, y compris de la Conférence épiscopale. Et dans le sud de l'Italie, où la proportion de bénéficiaires du revenu universel est deux fois et demie plus élevée que dans l'ensemble du pays, l'attachement à cette prestation est tel que sa suppression pure et simple aurait présenté un sérieux risque politique pour le gouvernement.

Aussi Giorgia Meloni a-t-elle choisi de créer un distinguo entre, d'un côté, les personnes incapables au travail et, de l'autre, les personnes employables. Les premières, définies comme les ménages comptant des personnes handicapées, des personnes de plus de 60 ans ou des mineurs, continueront à percevoir une « garantie pour l'inclusion » de 500 euros par mois (relevée à 630 si tous les membres du ménage sont considérés fragiles), plus 280 euros en cas de paiement d'un loyer. Et ce pendant 18 mois avec renouvellement, après suspension d'un mois, pour 12 mois supplémentaires.

La « grande réforme » du revenu citoyen de Giorgia Meloni ne consiste pas tant à le supprimer, ni même à en réduire le montant qu'à réduire le nombre de ses bénéficiaires

Francesco Seghezzi, directeur de l'Adapt

Parmi les critères retenus, un revenu global déclaré au fisc inférieur à 9360 euros par an, et un patrimoine immobilier, à l'exclusion du domicile fixe, dont la valeur ne doit pas dépasser 30.000 euros. Alors que le montant moyen du revenu citoyen distribué était en mars 2023 de 559 euros, celui de la « garantie pour l'inclusion » ne sera au fond pas sensiblement inférieur. Seul le nombre de ménages bénéficiaires s'en trouvera réduit, de 1,115 million en mars 2023 à 709.000, selon l'estimation du gouvernement. « La « grande réforme » du revenu citoyen de Giorgia Meloni ne consiste pas tant à le supprimer, ni même à en réduire le montant qu'à réduire le nombre de ses bénéficiaires », résume

Francesco Seghezzi, directeur de l'Adapt, association qui compare les politiques du travail en Europe. Le revenu d'inclusion ainsi redimensionné devrait coûter 5,4 milliards d'euros en 2024, contre 8 milliards d'euros pour le revenu citoyen.

Une révolution symbolique

In fine, la révolution de Giorgia Meloni sera-t-elle plus symbolique que réelle? C'est pour les «personnes aptes à travailler», âgées de 18 à 59 ans, que le changement sera - peut-être - le plus perceptible. À compter du 1^{er} septembre, l'allocation de quelque 600.000 ménages sera suspendue ou supprimée s'ils refusent une «offre d'emploi valable», définie par la nature du contrat et l'éloignement du domicile. Pour résumer, si l'offre concerne un CDI à temps plein ou un CDD de plus de 12 mois, elle est valable sur toute l'Italie. S'il s'agit d'un CDD de moins d'un an, l'offre est valable si l'emploi se trouve à moins de 80 km du domicile.

À lire aussi L'Italie incapable d'utiliser les fonds européens

Avant la confrontation avec l'offre d'emploi, les personnes aptes pourront percevoir 350 euros par mois, si elles suivent une formation ou réalisent des travaux d'intérêt général (TIG). Mais ce, seulement durant le temps de la formation ou des TIG. La réforme Meloni fera-t-elle émerger de nouveaux travailleurs en Italie? Francesco Seghezzi en doute: *«Les politiques d'activation du marché du travail n'ont jamais marché en Italie, parce qu'on ne met pas suffisamment d'argent sur la formation, organisée par les régions donc de façon très inégale sur le territoire. Quant à croire qu'après avoir suivi un cours de trois mois, on trouvera un emploi à tous les coups, c'est un leurre.»*